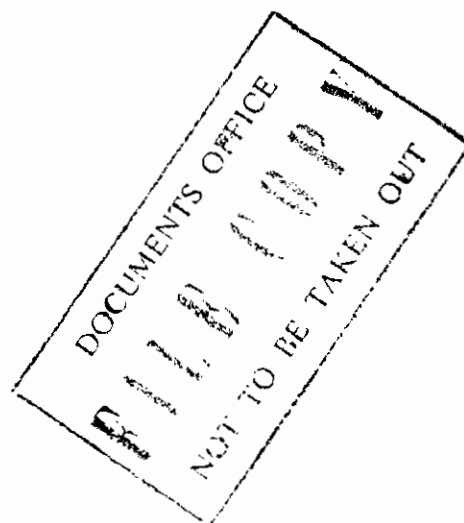


**Commission Economique  
pour l'Afrique**



**E/ECA/ADF/99/12**

## Résumés du groupe de discussion électronique du FDA 99

**fda** octobre, 1999

## **Résumés du groupe de discussion électronique du FDA '99**

De juin 1999 à octobre 1999, près de 300 participants du monde entier, avec un nombre exceptionnellement élevé de participants africains (vivant en Afrique et dans les pays développés), ont pris part à une liste de discussion par courrier électronique. Cette discussion, hébergée et facilitée par Bellanet International, portait sur les thèmes principaux du Forum ainsi que sur les rôles spécifiques que doivent avoir les parties prenantes dans le processus d'intégration de l'Afrique à l'ère de l'information. Les résumés présentés ici reflètent les discussions par thème et par date d'affichage sur la liste. Ces résumés sont présentés aux participants au Forum pour enrichir le débat et prendre en compte les points de vue de ceux qui n'ont pas pu assister physiquement à la Conférence bien qu'ils l'auraient voulu. Les résumés sont toujours disponibles (en anglais et en français) sur le site du FDA à l'adresse suivante: <http://www.un.org/depts/eca/adf>.

### **L'infrastructure de l'information et les politiques mises en place pour la promouvoir**

#### **Résumé, 1-8 juin 1999**

Ce résumé essaie de couvrir quelques-uns des points principaux et thèmes de discussion de la première semaine du groupe de discussion par courrier électronique. La discussion électronique du FDA 99 examine le défi que représente la mondialisation et l'ère de l'information pour l'Afrique. Les thèmes des deux premières semaines de discussion portent sur l'infrastructure de l'information en Afrique et les politiques mises en place pour la promouvoir.

#### **Les paysans avec des portables**

Lors d'une discussion sur l'un des thèmes principaux, on se demandait si l'Initiative Société de l'information pour l'Afrique et les autres projets, activités, et initiatives qui cherchent à promouvoir le développement de l'infrastructure de l'information en Afrique, n'étaient pas trop centrés sur la technologie qui ne tient pas compte du "développement socio-économique des peuples" et s'il y a lieu d'importation des modèles occidentaux inappropriés en Afrique. L'expression "paysans avec des portables" est apparue pour caractériser ce problème. L'accent a été mis lors de la discussion sur le besoin d'utiliser les médias traditionnels – comme la radio, la télévision et les journaux – pour atteindre une grande partie de la population africaine, ainsi que sur celui d'harmoniser les ordinateurs et les réseaux de données à haute vitesse avec d'autres moyens de circulation de l'information et de communication. Il a été signalé que les TIC (technologies de l'information et la communication) ne devraient pas remplacer mais plutôt compléter les autres médias.

Certains participants ont pensé que l'infrastructure de l'information qui assure la diffusion de l'information et des communications pourrait réellement profiter à l'Afrique, pourvu que les modes de communications et les TIC aussi bien modernes que traditionnelles soient intégrés et les besoins élémentaires du développement soient en équilibre avec la capacité potentielle que les TIC pourraient apporter.

La non prise en compte des besoins en communications des paysans africains ne fait que perpétuer le favoritisme en vue du développement urbain au détriment du milieu rural. Il a été débattu que le déséquilibre de l'information constituait l'une des causes principales de l'inégalité et du sous-développement rural. Bien que les besoins des zones urbaines et rurales ne sont pas

toujours les mêmes, il leur faut des technologies de communications. Par exemple, les agriculteurs africains doivent communiquer avec le monde extérieur pour connaître le prix de leurs produits sur le marché. L'accès à ce genre de communication pourrait être partagé (par exemple, dans les télécentres, les écoles et les centres communautaires) par l'utilisation conjointe de la radio et du courrier électronique: un certain nombre de projets travaillant dans ce sens et dans des domaines connexes sont en cours d'exécution.

L'introduction des téléphones cellulaires dans les régions rurales du Bangladesh par Grameen Bank a été citée comme un exemple de succès en matière d'introduction de TIC dans les zones rurales sur la base d'un accès partagé. ([http://www.zef\\_deutsch/f\\_first.html](http://www.zef_deutsch/f_first.html))

La discussion a soulevé les questions telles que l'importance de la durabilité et l'intérêt (quels sont les avantages des TIC?)

## Evaluation des télécentres

Il a été suggéré qu'il faut évaluer les télécentres en mettant un accent particulier sur le partage de l'information relative aux politiques en vue de la promotion des télécentres qui se trouvent dans le monde. L'exemple cité est celui de l'Universal Service Agency du Gouvernement de l'Afrique du Sud, qui est un programme ayant pour but l'installation de télécentres dans les zones à faible densité téléphonique, et ce sur la base d'un service à accès universel; les télécentres doivent être situés à une distance raisonnable par rapport à chaque maison. L'agence a été établie suite à la loi sud-africaine sur les télécommunications (*Telecommunication Act*) de 1996 qui a fait appel à la création d'un fonds appelé Universal Service Fund. Les redevances payées pour l'obtention d'agréments par les entreprises de télécommunications servent de contributions à ce fond.

Le rôle joué par les utilisateurs dans la détermination du contenu et des services des télécentres a été souligné.

## Enseignements tirés

Des avis préconçus existent en ce qui concerne les avantages que les TIC pourraient apporter à l'Afrique. Dans ce contexte, il faut garder à l'esprit les réalités africaines et les développements au niveau mondial. Les participants se sont posés la question de savoir s'il existe des statistiques qui pourraient montrer le lien entre les TIC et le développement et s'il y avait plus d'échecs que de succès dans les projets sur le terrain. Il a été remarqué que les échecs, tout autant que les succès, constituent des occasions pour tirer des enseignements.

## Créneaux stratégiques

Un participant a défini les points d'entrée stratégiques pour les TIC en Afrique: ce sont les universités, la formation continue et l'enseignement à distance, la dissémination du savoir pour la prévention de conflit et l'amélioration de la gouvernance. Il est important que chaque pays africain définisse ses propres points d'entrée.

## Subvenir aux besoins critiques et développer des approches d'équité

Plusieurs participants ont remarqué que le meilleur point d'entrée se situait au niveau d'une évaluation des besoins critiques en Afrique et de leur satisfaction. Il fut suggéré que cette approche permettrait de trouver des applications stratégiques pour les nouvelles technologies de

l'information et des communications. Cependant, cela doit être accompagné d'une analyse détaillée et d'études de faisabilité.

Il a été souligné que la pénétration des TIC en Afrique va s'accroître de manière inévitable. De ce fait, il est nécessaire de transformer ce phénomène en une force positive pour l'équité sociale et la justice. Comme l'a noté un participant: "soit l'avènement de l'électronique en Afrique créera une situation de déséquilibre dans laquelle l'Afrique sera perdante, ou bien elle sera modelée en vue de créer des opportunités plus égalitaires. Voilà la tâche de ceux d'entre nous qui travaillent dans ce domaine". D'après un autre participant, cette approche est "dirigée par le peuple mais appuyée par les TIC" et il espère qu'elle sera soutenue par le FDA 99.

### Sadeccon

Acronyme pour South African Development, Communication and Cultural Network, SADECCON propose une approche communautaire au développement de la société africaine de l'information, et ce en prenant en compte la culture locale et les techniques de communications.

### Channel Africa

Les participants ont été informés de Channel Africa, un membre de Southern African Broadcasting Association (SABA), qui comprend 60 journalistes, techniciens et autre personnel d'Afrique australe. Ces derniers tentent d'établir un réseau Internet et satellite pour l'échange d'informations en réponse aux défis de la numérisation et de stimuler la croissance des économies de l'information en Afrique. SABA promeut le développement du contenu africain et encourage les gouvernements africains à mettre en place l'infrastructure nécessaire pour faciliter un accès à moindre coût. Channel Africa vous invite à joindre le réseau à l'adresse: <http://www.channelafrica.org>.

### Africa One

Un participant a reporté sur la revitalisation d'Africa One, un projet de câble à fibre optique sous-marin conçu par l'Union internationale des télécommunications qui a connu une période d'inactivité. D'après S. G. Fassoulis, Président de Africa One: "La déréglementation, la privatisation, la concurrence et la réforme réglementaire partout en Afrique créent un environnement de télécommunications robuste, et la demande pour de nouveaux services, surtout l'Internet, est en forte croissance. Africa One économisera des centaines de millions de dollars de taxe de passage que les entreprises africaines, en ce moment, paient pour acheminer les appels téléphoniques."

### URL

Forum du Développement Africain - <http://www.un.org/Depts/eca/adf>

Discussion de la BBC sur le développement de l'Internet en Afrique -

<http://www.bbc.co.uk/worldservice/focusonafrika/>

Internet economic toolkit (CEA, InfoDev et African Internet Forum) -

<http://www.worldbank.org/infodev/projects/finafcon.htm>

Channel Africa - <http://www.channelafrica.org>

L'introduction par Grameen Bank des téléphones cellulaires dans les zones rurales du

Bangladesh - [http://www.zef.de/zef\\_deutsch/f\\_first.html](http://www.zef.de/zef_deutsch/f_first.html)

Universal Service Agency du Gouvernement de l'Afrique du Sud - <http://www.usa.org.za>

# **L'infrastructure de l'information et les politiques mises en place pour la promouvoir**

**Résumé, 9-18 juin 1999**

Ce résumé continue et élargit les thèmes de discussions de la semaine passée; notamment, la question de savoir les types de politiques et de programmes à adopter pour renforcer l'infrastructure de l'information en Afrique.

## **Par où commencer?**

Certains participants ont suggéré que les priorités en matière de mise en oeuvre des TIC devraient être établies selon les réalités pratiques où elles pourraient s'avérer plus profitables.

"Il y a une perception selon laquelle toutes les ressources disponibles doivent aller aux pauvres ou aux démunis. Que dire de ceux qui ont une petite capacité et qui n'ont besoin que d'un peu de soutien pour réussir?" Ce groupe, explique le participant, est marginalisé à cause de son savoir qui constitue à l'heure actuelle les vrais "peuples oubliés d'Afrique."

Au lieu de donner "des portables aux paysans", il a été suggéré que la mise en oeuvre de TIC devrait avoir comme objectif l'amélioration générale de l'éducation et de la formation. Il faut commencer par introduire les TIC dans les universités et les écoles, c'est-à-dire là où les étudiants et les élèves sont bien placés pour profiter de la technologie. Les étudiants d'aujourd'hui seront les gérants de demain qui construiront plus de télécentres et dirigeront la formation en TIC, ce qui aura un effet multiplicateur sur le nombre d'utilisateurs.

## **Soutien**

Maintenant qu'un nombre considérable de gouvernements africains soutiennent verbalement les politiques relatives aux TIC, il est temps de passer à l'acte. Beaucoup des projets relatifs aux TIC échouent en l'absence d'un soutien – de la part des gouvernements et des parties prenantes – lors de la mise en oeuvre.

Le problème se situe au niveau des institutions: comment les pays africains pourraient-ils créer des institutions qui comprennent les opportunités et font avancer le secteur privé et les autres? La modernisation du secteur des télécommunications au Sénégal avec l'engagement de Sonatel a été citée comme un bon exemple de réforme institutionnelle positive avec la participation dynamique du secteur privé.

Il y a une tendance à généraliser l'approche en matière d'offre d'assistance à l'Afrique, qui ne tient pas compte de la différence dans les niveaux d'alphabétisation et de connaissances techniques qui ne sont pas les mêmes dans tous les pays ni dans tous les villages. Il faut garder à l'esprit qu'il existe une variation considérable sur les plans politiques et économiques ainsi que dans l'appui fourni à l'infrastructure des TIC.

Le soutien aux TIC doit se faire à un double niveau: l'investissement du secteur privé qui doit aller de pair avec le développement de la capacité locale. Le motif du profit peut seulement fonctionner comme une force dirigeante que s'il y a un environnement favorable d'investissement, soutenu par une politique gouvernementale et une infrastructure appropriée.

De plus, comme l'a souligné un participant, l'Afrique fut le plus grand exporteur de main d'œuvre locale et spécialisée. Nombre d'Africains de la diaspora hésitent d'investir en Afrique parce qu'ils ont le sentiment que leurs pays d'origine sont hostiles à de tels entreprises. Il est donc nécessaire d'encourager non seulement un environnement favorable à l'investissement, mais aussi d'élaborer une politique qui encourage le rapatriement de l'expertise nationale.

"La politique, la résolution et la sagesse sont tout aussi importants, voire plus importants que la technologie."

### Diaspora numérique

Qu'est-ce qui empêche les étudiants qui profitent des TIC dans le milieu académique à ne pas intégrer eux aussi la diaspora? La plupart des diplômés universitaires africains finissent inévitablement par faire partie de ce drainage des cerveaux ("brain drain"), comme l'a noté un participant, lui-même l'exemple-type de ce phénomène.

Les TIC fournissent un moyen de rapatriement du capital intellectuel. D'une part, ils peuvent créer des liens entre les sites locaux et l'expertise qui se trouve à l'étranger. L'exemple explicite est celui du Liban où la "diaspora numérique" a contribué à la reconstruction de Beirut après la guerre. Ensuite, l'accès électronique réprime l'envie d'aller rejoindre la diaspora en créant plutôt une volonté de rentrer.

Il est possible de débattre sur le terme "diaspora numérique" qui s'avère contradictoire: les TIC éliminent toute notion de limites liées à la localisation.

Il faut dire que l'expertise de la diaspora numérique ne pourrait être mise à contribution que s'il y a création d'un environnement numérique au niveau local dans les pays africains. Avec les technologies appropriées, la connaissance numérique pourrait être captée de n'importe quel endroit, et un grand nombre de membres de la diaspora numérique se portent volontaires pour participer.

### Contenu

A propos du sujet relatif aux "paysans avec des portables", un participant a demandé: "Des portables pour quoi faire?". Cette question aborde le problème relatif au développement d'un contenu dit "africain". On a débattu du besoin de fournir un accès aux ordinateurs à l'Afrique; la question qui suit est celle qui demande: "accès à quoi?"

On doit définir clairement les besoins réels des bénéficiaires éventuels pour pouvoir répondre à cette question. Le contenu va se développer à travers une étude effectuée sur les utilisateurs en ce qui concerne l'alphabétisation, les traditions, l'infrastructure sociale, les conditions de vie et les priorités personnelles. Ne vous attendez pas à ce qu'un paysan ou un berger soit impressionné par votre portable, avise un participant. Si ce gadget électronique n'apporte pas une réponse à ses besoins immédiats, ce ne sera pour lui ou elle rien d'autre qu'un gadget.

Le simple fait de savoir de l'existence d'une technologie ne constituera pas un motif qui poussera les gens à l'utiliser, sauf si celle-ci a un rapport avec leur vie. Cela est plus facile à imaginer pour les professionnels et les érudits mais l'est beaucoup moins lorsqu'il s'agit de paysans et autres groupes marginalisés. Les peuples ruraux ont besoin d'information sur la production de revenu, la direction, l'alphabétisation, les politiques gouvernementales en matière

de développement rural et la protection des sols. Si la mise en oeuvre des TIC en Afrique a pour but de prendre en compte ces groupes, il faut non seulement un accès mais aussi un contenu qui a un rapport direct avec eux.

Ou bien, serait-ce le cas de "donner l'accès au peuple et ensuite le contenu va s'en suivre?"

### La question du coût

Plusieurs participants ont soulevé la question du coût de l'accès à cause des tarifs élevés et du manque d'infrastructure. Ce dernier empêche aussi l'intégration régionale, qui, à son tour, maintient les coûts de liaisons de télécommunications, même là où ces liaisons existent, à un niveau très élevé.

Le gouvernement doit aller au-delà de la transformation des monopoles d'Etat en monopoles privés; il se doit aussi de libéraliser le marché pour encourager les nouveaux-venus dans le domaine. Dans le même temps, les organismes de réglementation doivent être renforcés avant une privatisation totale en vue d'assurer l'équité. Il est certain que le processus de privatisation en Afrique s'est révélé vraiment lent. Peut-être, comme l'a indiqué un participant, il vaudrait mieux suivre une approche ascendante ("bottom up"), c'est-à-dire investir tout d'abord dans des entreprises à court-terme et présentant moins de risques, ce qui peut constituer une alternative.

### La technologie: occidentale ou universelle?

"Si l'adoption des TIC en Afrique est vue comme l'acceptation d'une technologie étrangère, alors l'Afrique se trouve face à un problème de taille" a remarqué un participant. Les TIC doivent être considérées comme des technologies universelles qui peuvent et doivent être appliquées partout dans le monde, bien qu'elles soient développées en occident. Malheureusement, les capacités habiletées à tirer le maximum de profit ne sont pas encore devenues universelles.

### Le rôle social de la technologie de l'information

Selon l'observation fait par un participant, les TIC peuvent seulement servir de "moyen" pour favoriser la solidarité sociale en Afrique. Il a mis en garde de ne pas trop s'écarter du vrai but de la conférence qui est la maîtrise du pouvoir des TIC pour combattre la pauvreté. Ceci dit, si les médias indigènes avaient un accès aux TIC, cela enrichirait le dialogue et l'interaction politique et culturelle, ce qui contribuerait à la communication entre les groupes sociaux.

La semaine passée, une remarque avait été faite selon laquelle l'approche de développement en Afrique doit être dirigée par le peuple et soutenue par les TIC. Cette semaine, un participant du Botswana pense que la capacité de base des TIC se trouve en ce moment à un niveau trop bas pour permettre un développement dirigé par le peuple.

### Un ordinateur dans chaque bureau?

Le but de la mise en place des télécentres est de soutenir les organisations de base, qui emploient dans le meilleur des cas des personnes formées jouant le rôle d'intermédiaires dans la société. Ce serait une erreur pour l'Afrique d'imiter le modèle de la société de consommation fondée sur l'utilisation individuelle. Un participant a suggéré un nom alternatif pour les

télécentres: "centres communautaires d'information". Le problème-clé n'est pas l'accès individuel aux TIC dans un village, une communauté ou un site rural mais plutôt le rôle productif d'un tel accès même si il se fait à travers un intermédiaire. Il a avisé qu'il ne faut pas tomber dans le piège occidental qui consiste à avoir un portable sur chaque bureau.

### L'exemple du télécentre de Nakaseke

Le télécentre de Nakaseke, qui est un projet de collaboration entre l'UIT, le British Council, Uganda Public Libraries et l'UTL, se situe à environ 50 km au nord de Kampala, Ouganda. Le projet fournit des lignes téléphoniques, l'accès à l'Internet et aux ordinateurs, pour servir et former la communauté en technologie de l'information et l'Internet. Un participant a remarqué que malgré une grande participation, il existe toujours des problèmes: le centre est engagé dans une bataille pour obtenir des lignes téléphoniques, l'hôpital n'est pas encore connecté et le taux d'analphabétisme est de 80% dans la communauté.

Quelles sont les chances de réussite d'un tel projet sachant que plus de 80% de la population est analphabète? Au moins un participant a répondu positivement d'une façon convaincue. Le rapport 20:80 est plus que satisfaisant pour transformer une communauté rurale: un écolier peut lire des lettres et des journaux et illuminer les autres membres du village.

Un participant a proposé que la CEA utilise le projet de Nakaseke comme prototype pour les projets d'avenir. Un autre participant a noté que les télécentres ne sont pas chères mettre en place et les bailleurs de fonds ont une bonne considération pour ces établissements.

### WIDE

Web of Information for Development (WIDE) est une base de données en cours de développement avec la participation de CESAR, un institut à but non lucratif qui se trouve à Recife, au Brésil. WIDE on-line fait partie d'une initiative, qui sera annoncée officiellement dans un futur proche. Cette initiative reconnaît que l'avènement électronique peut servir dans le cadre d'un effort de collaboration décentralisé et localisé sur le plan de la coopération technique sud-sud et le développement des capacités.

### De la base au sommet

Il existe un historique d'efforts effectués à la base dans les milieux urbains et ruraux pour faire profiter des TIC ceux pour qui les efforts "du sommet à la base" sont destinés. Des initiatives qui viennent du haut, qui se basent sur l'accès des pauvres et des marginalisés, échouent non seulement de tirer profit de l'expertise et des expériences, mais aussi nuisent les efforts entrepris au lieu de les aider.

### Media stunt

"Une africaine appauvrie", c'est la question posée en direct, via une liaison Internet, par le Chancelier britannique Gordon Brown au sujet de l'annulation de la dette. D'après un reportage de BBC On-line, Mme Elinata Kasanga, une fermière de subsistance, a parlé à M. Brown de sa case située dans une zone rurale de la Zambie. La connexion Internet faisait partie d'une campagne formée par un groupe de fondations caritatives appelé Jubilee 2000 qui demande au gouvernement britannique l'annulation de la dette pour réduire la pauvreté dans le



Tiers-Monde. Le gérant de la liaison Internet, Terry Gibson, a admis que l'évènement fut un "media stunt", mais il était nécessaire pour attirer l'attention du public sur le sujet de la dette.

## Utilities-In-A-Box

Un participant de l'entreprise de consultation International Business Initiatives a écrit à propos de nouveautés en ce qui concerne le problème de branchement dans les communautés rurales qui n'ont pas d'électricité. "Utilities-in-a-Box" est une unité capable de fournir de l'électricité, l'eau potable et les services téléphoniques à des communautés de 5,000 à 100,000 personnes. Pour en savoir plus, veuillez consulter les sites Internet ci-dessous.

## URL

Des exemples pratiques de télécentres - <http://www.idrc.ca/pan/telecentres>

Projet du El Salvador Learning Society (en espanol avec un résumé en anglais) -

<http://www.conectando.org.sv/>

Les archives sur une conférence sur le développement des réseaux numériques avec la population de la diaspora (espanol et anglais) - <http://www.vita.org/technet/esls/eslsarch>

Projet de Universal Service Agency - <http://www.internews.org/nigeria>

Mamelodi Community Information Service (MACIS) - <http://mweb.co.za/mamelodi/main1.html>

African Connection programme

<http://www.africanconnection.org>

Evaluation d'une étude de Kingo Mchombu sur les besoins d'information de la population rurale au Malawi, au Botswana et en Tanzanie - <http://www.idrc.ca/books/focus/783/mchombu.html>

Plus de renseignements sur Utilities-in-a-Box - <http://www.tvigroup.com> ;

<http://www.ibicorporations.com>

## L'économie de l'information

### Résumé, 19-25 juin 1999

Cette semaine, nous avons commencé le débat sur ce qui promet d'être l'un des thèmes les plus importants du FDA: l'Afrique et l'économie de l'information. Comme la plupart des participants ont essayé de répondre à la série de questions très importantes posées par Catherine Nyaki Adera, le résumé va suivre ses orientations.

Nous attendons avec impatience de voir ces questions et ces sujets élargis et débattus davantage la semaine prochaine.

### Les implications de l'économie de l'information en Afrique

Un participant au débat pense qu'il n'y a toujours pas encore une bonne définition de l'économie de l'information. En raison des développements rapides dans le domaine des TIC, les perceptions et par conséquent les définitions en usage changent presque constamment, a souligné Nyaki Adera qui dirige le débat de cette semaine. Les pays africains ont déjà leur propre économie de l'information. Afin de mieux collecter, traiter et utiliser l'information, les économies africaines doivent profiter des progrès accomplis dans le domaine du travail en réseau.

Les avantages de l'économie de l'information se manifestent lentement et il est difficile de quantifier des progrès réels dans quelque domaine que ce soit – et les structures traditionnelles dépendent toujours des méthodes de paiement par cartes de crédit. Les implications pour l'Afrique pourraient être considérables si les problèmes d'accès aux systèmes de financement par cartes de crédit et par les banques sont résolus.

Bien que l'idée d'une utilisation mondiale des TIC est nouvelle, les TIC opèrent sur la base de la structure économique et sociale qui existe déjà. Les TIC offrent la possibilité de surmonter un manque de ressources matérielles en renforçant le capital humain, social et organisationnel. Est-ce qu'on souffre d'une maladie de "l'amnésie historique"? a demandé un participant. Chaque nouvelle avancée technologique est vue comme un moyen pour détruire les hiérarchies existantes, mais en réalité, comme dans le capitalisme d'information, il s'agit simplement d'un autre déplacement des pointeurs économiques.

Un participant partageant cette idée a cité l'exemple de l'avènement des télégraphes et chemins de fer pour montrer comment les premiers effets de l'introduction des nouvelles technologies servent d'ordinaire à renforcer le pouvoir de ces organisations qui investissent dans la technologie.

### Le potentiel pour la participation de l'Afrique

Le secteurs de participation comprennent:

- Le commerce électronique
- Le développement du contenu
- l'industrie de divertissement
- une radiodiffusion éducative
- les industries de TIC comme les logiciels, les services, les télécommunications, etc.
- des "Vidéo-conférences" à bas prix combinés avec un service téléphonique régulier; cette application a été suggérée par un participant sur la base d'une expérience qu'il a eu avec des "vidéo-conférences" personnelles arrangés entre Londres et l'Equateur.

Mais tout ce potentiel est tributaire de la vision, de l'infrastructure et des capacités du pays concerné.

Vu que les petites et moyennes entreprises expérimentent souvent les nouvelles solutions de marketing; elles constituent une source potentielle pour la participation de l'Afrique. Cependant, bien que beaucoup de PME pensent que la technologie leur permettra d'être compétitives à l'échelle mondiale, elles ne croient pas qu'elles ont l'expertise requise pour faire face à cette concurrence.

Les entreprises africaines doivent renforcer leur capacité d'innovation et devenir des producteurs de TIC. Pour paraphraser un participant: "nous devons cesser de nous contenter d'être des consommateurs de TIC; nous devons par contre les développer et exploiter leurs potentialités au maximum.

Gardons à l'esprit qu'aucun miracle et qu'aucune manne financière ne transformeront un milieu quelconque en un "Silicon Valley" du jour au lendemain.

## Les changements de politiques nécessaires

Un participant a affirmé qu'il était nécessaire de comprendre la formulation des politiques en Afrique pour mieux appréhender et formuler des politiques dans le domaine du savoir mondial. Un participant souligna que la recommandation de politiques de TIC/AISI aux gouvernements africains devra nécessairement suivre un cadre conceptuel qui aidera à comprendre et articuler les dynamiques de la formulation de politique en Afrique. Il ajouta "Je m'efforce de résister à la très forte tentation d'utiliser les modèles occidentaux."

Il a été suggéré de faciliter le commerce des cartes de crédit sur Internet, d'encourager le développement des capacités humaines et de l'infrastructure physique ainsi que la création d'un environnement sécurisé exempt de tout conflit.

## Les secteurs

Le premier secteur qui a été identifié concerne les jeunes. Une fois que les jeunes seront capables de participer "à la révolution de manière interactive" et maîtriseront à fond les technologies, ils laisseront leurs parents derrière dans le domaine de l'information comme c'est le cas actuellement dans les autres régions du monde. "On n'aura qu'à laisser les vieilles générations rattraper ce retard du mieux qu'elles peuvent", a dit un participant.

## Les coûts sociaux

Postulat: la participation de l'Afrique à l'économie de l'information ne se passera pas sans une vision locale claire et des institutions championnes des TIC. Le secteur privé n'investira pas nécessairement pour résoudre les problèmes de grande importance pour la société de l'économie de l'information.

Les marches ne répondent pas aux besoins, mais aux demandes.

Attention à l'exagération: différents acteurs ont intérêt à ce qu'il y ait une image positive de la technologie. Mais un individu ne pourra s'insérer dans cette image exagérée de l'économie de l'information que lorsque les technologies faciliteront l'usage d'applications dans sa vie de tous les jours – "peu de TIC répondent à cette exigence" a noté un participant.

Les TIC constituent un secteur qui peut beaucoup profiter aux riches alors que les pauvres ont peu de chance d'y participer; en fait il ne fait qu'augmenter les disparités économiques existantes. Les autres coûts sociaux cités incluent le déplacement des travailleurs et une perte de la souveraineté nationale.

Comme toujours, un conflit est une contrainte: "Même un conflit mineur peut influencer considérablement sur les investissements" a écrit un participant.

## Le commerce électronique

Un participant a cité Mlle Kate Wild coordinatrice du FDA 99 qui a dit que: "Dans le contexte africain, le commerce électronique ne doit pas être compris dans les mêmes stricts termes avec lesquels il est défini autre part." Kate a expliqué en développant ce point: "Du point de vue développement, les avantages de l'accès à Internet et les TIC se manifestent par leur capacité à produire des revenus et à donner de nouvelles perspectives aux communautés pauvres."

Le commerce électronique au niveau microéconomique est négligeable comparé à celui du Nord."

Un participant souligna que la participation de l'Egypte, du Maroc, du Nigéria et du Soudan à la réunion du Groupe de travail sur la Conférence électronique qui s'est tenue à Vienne en Janvier 1998 montre l'intérêt que porte ces gouvernements à ce secteur. Pour plus d'informations, voir: <http://www.uncitral.org/english/sessions/unc/unc-31/acn9-446.htm#top> Afin de promouvoir le commerce électronique et en même temps de ralentir la fuite des capitaux, il a été suggéré de localiser des télécentres dans ou près des chambres de commerce des préfectures provinciales africaines.

### Des exemples d'institutions africaines qui sont dans la compétition

Les programmes parrainés par les gouvernements marocains et tunisiens ont été cités comme de bons exemples d'un effort national dirigé.

Presque tous les pays africains ont des exemples d'entreprises privées qui profitent des changements. Les exemples suivants ont été fournis dans la liste de discussion:

- les télé-boutiques à Dakar;
- les journaux comme Les Echos de Bamako;
- les artisans en Ouganda, au Botswana et au Sénégal qui vendent leurs produits par le biais Centre d'Exposition Virtuel d'Objets d'Art du CCI;
- Des milliers d'étudiants de l'UNISA suivent des cours de correspondance par Internet à travers le continent ;
- l'information de voyage et de tourisme dans presque toute l'Afrique;
- les nouveaux services d'Africa Online: E-Touch;
- les compagnies aériennes; et
- les produits spécialisées comme la verrerie et les marchands de vins régionaux

D'après un participant Kényan, malgré de nombreux obstacles, le Kenya est en route vers l'économie de l'information et le commerce électronique. L'IUT a organisé un atelier au Kenya, le 17 mai pour évaluer le commerce électronique et constituer un groupe de travail national pour mobiliser tous les efforts nécessaires au développement du commerce électronique. Même si le manque d'infrastructure nationale constitue un obstacle à l'exploitation nationale de l'économie de l'information, les TIC peuvent être utilisés pour le commerce et le tourisme international. Comme exemples de l'émergence de commerce électronique au Kenya, prière de visiter les sites ci-dessous.

Il y a eu une demande d'informations complémentaires concernant le succès de l'Ile Maurice dans le domaine de l'économie de l'information.

### URL

Informations sur les conférences futures, "Bamako 2000: Internet et le plurilinguisme"

<http://www.anais.org/Fr/activities/bamako2000/index.html>

International Institute of Communications – a network of interdisciplinary communications  
"decision-takers and thinkers"

<http://www.iicom.org>

Information on IIC's conference "Emerging Knowledge Society – Commerce, Culture and Communities in Cyberspace", 7-9 September, Kuala Lumpur  
<http://www.iicom.org/services/conferences/kl99/index/html>  
Paper addressing social development paradigm  
<http://www.unrisd.org/infotech/conferen/castelp1.html>  
Africa Online E-Touch Centres  
<http://www.africaonline.co.ke/e-touch/index.html>  
For a taste of emerging e-commerce in Kenya try:  
Properties - [www.reallynyce.com](http://www.reallynyce.com)  
Artefacts - [www.africaonline.co.ke/thevillage](http://www.africaonline.co.ke/thevillage)  
Flowers- [www.kenyaflowers.co.ke](http://www.kenyaflowers.co.ke)  
Safaris- [www.venture-africa.com](http://www.venture-africa.com)  
Hotels- [www.africaonline.co.ke/trisanhotel](http://www.africaonline.co.ke/trisanhotel)  
Job hunting/search- [www.africaonline.co.ke/prefer](http://www.africaonline.co.ke/prefer)  
Disadvantaged - [www.eastafrica.com](http://www.eastafrica.com)  
Tea- [www.easternproduce.co.ke](http://www.easternproduce.co.ke)  
Online advertising - [www.nation.co.ke](http://www.nation.co.ke)  
Initiatives francophone des TIC  
<http://intif.francophonie.org>

## **L'économie de l'information**

### **Résumé, 28 juin – 10 juillet**

Le débat était sur ce qui promet d'être l'un des thèmes les plus importants du FDA et qui est le suivant: L'Afrique et l'économie de l'information. La discussion a porté sur la nécessité d'une définition appropriée de l'Economie de l'information pour l'Afrique, a suggéré les voies potentielles pour une participation africaine, a préconisé des modèles pour l'élaboration des politiques et a attiré l'attention sur le fait que ces questions peuvent faire l'objet de controverse sans une vision locale claire et des institutions championnes en matière de TIC. Par ailleurs, la discussion a abordé le sujet traitant des possibilités potentielles et existantes du commerce électronique, dont la plupart sont mises à bonne fin lors de la discussion. Il est vrai qu'il y a beaucoup à faire s'il faut donner des réponses aux questions prises en considération. La discussion de cette semaine a soulevé une nouvelle série de questions qui se trouvent résumées ci-dessous.

### **Ce qui est bien pour l'un est bien pour tous?**

L'un des thèmes choisis par les participants dans la discussion la plus récente est celui d'une technologie "appropriée" pour l'Afrique – s'il existe une chose pareille. "Quelquefois, je me demande pourquoi nous avons tendance à penser que ce qui est bien pour l'Europe, les Etats-Unis, ou autres pays développés ne peut pas l'être pour l'Afrique" a cherché à savoir l'un des participants. "La technologie est un instrument de libération humaine" dit-il en citant McLuhan.

Un autre collaborateur a ajouté "si les gens continuent à nourrir la conviction que ce qui est bien pour l'un n'est pas nécessairement bien pour l'autre, ils vont continuer à entretenir le complexe d'infériorité qui a été la cause de la mise à mort du continent africain pour nombre de siècles... Ces mêmes gens ont soutenu l'idée selon laquelle l'Internet ne peut pas marcher en Afrique. Mais aujourd'hui, ils utilisent tous ce système pour communiquer avec les Africains".

Comme il a été souligné, il est sûr que les TIC peuvent aider l'Afrique à accélérer son processus de développement si et seulement s'il y a une collaboration en matière de politique, d'investissement et de développement des capacités humaines.

### **L'Afrique, terrain d'essai**

La question selon laquelle l'Afrique doit ou non constituer un terrain d'essai pour les nouvelles technologies a été longtemps débattue. Le premier point qui doit être abordé est celui de la signification du terme "terrain d'essai": Est-ce que cela constitue d'une part un scénario qui favorise l'exploitation et l'imposition ou d'autre part, cela signifie-t-il un "voyage de découverte – de l'intérieur"?

#### **Les arguments contre:**

Même si l'Afrique est rapide dans sa volonté et sa demande pour combler son retard, elle ne doit pas constituer un terrain pour les technologies nouvelles. "Qu'il n'y ait aucun ordinateur en Afrique jusqu'à ce que l'on soit capable de produire [un] simple disque souple" a affirmé un participant. La technologie de l'Afrique doit évoluer – en accord avec le reste du monde – mais par elle-même. Un participant de la Scandinavie a exhorté les Africains de la diaspora de chercher à savoir ce dont les nations africaines ont besoin et ce qu'elles veulent afin de pouvoir s'améliorer: " Si on ne va pas retourner à la case de départ pour créer et produire notre propre circuit intégré, nos économies resteront dépendantes en matière d'importations technologiques."

"On ne peut pas se permettre d'être la zone de recyclage technologique" a mis en garde un des participants.

Sans distinction des pour et des contre, il est aussi important de reconnaître que les technologies de l'information et de communication ne sont pas sans effets. La diffusion de la technologie en matière d'informatique au sein des cadres sociaux et économiques réorganise les environnements sociaux et économiques. "Cette réorganisation est aussi enveloppée de toute une vague de spéculation concernant l'enthousiasme pour et la peur d'un avenir contrôlé par les technologies" a indiqué un participant. Cependant, lorsque les groupes – tels que les centres communautaires ou les entreprises transnationales africaines – adoptent plusieurs TIC en vue de maîtriser leur utilisation selon leurs besoins particuliers, cette réorganisation est orientée localement.

#### **Les arguments pour:**

Pourquoi l'Afrique ne constituerait pas un terrain d'essai? a demandé un participant. Après tout, avec un minimum de connaissances et l'accès à une machine, n'importe qui peut transférer des logiciels ou passer des commandes en ligne. L'Afrique doit constituer un environnement où a lieu un développement "tranchant". Cela doit constituer un des "piliers" en ce qui concerne le problème de saute-mouton. Le fait que l'Afrique soit un terrain d'essai technologique présente des avantages dans le sens où les technologies sont essayées et adaptées à l'usage humaine, et non pas imposées de l'extérieur.

Cela ne veut pas dire que les risques en matière d'importation des technologies sont réels – ces risques doivent être pris en considération et évités si possible. Mais l'Afrique a besoin d'un bon conseil pour prendre certains risques (même ceux qui sont mal définis) pour pouvoir bénéficier au plus tôt des avantages des TIC. "Plus on omet n'importe quel aspect de ce qui se passe dans le monde au nom d'opportunité... plus on se prive d'occasions pour un

développement avancé et donc on continue à être un 'dépotoir'. Si l'information ne peut pas facilement être accédée ou partagée, qu'est-ce qui va nous permettre d'aller de l'incapacité à l'innovation en vue de notre développement?" a demandé un débateur.

Il y a aussi une utilisation des créneaux pour les technologies plus anciennes. L'application doit cependant être bien réfléchie.

## **Responsabilité**

La vérité première, comme il a été dit lors du débat, est que les gouvernements africains doivent répondre de leurs actes en tout premier lieu à leurs peuples – alors qu'on peut débattre sur l'adoption des TIC par les gouvernements pour organiser, disséminer et gérer l'information pour la gouvernance, la question-clé est si ces efforts les responsabilisent plus ou pas du tout vis-à-vis des contribuables.

Il a été souligné que les TIC doivent être utilisés tout d'abord pour l'éducation politique des masses: lorsque la population est bien informée en matière des finances et de l'économie, le niveau du débat s'élève et les populations exigent une meilleure qualité de services de leurs gouvernements. "S'il y a quelque chose de spécial dans la soi-disante économie de l'information, c'est la rapidité de la population qui fait la différence et non pas le matériel et l'énergie dépensée."

## **Poser les questions pertinentes**

"Quelle est la signification de ces technologies par rapport à l'objectif qu'on essaie d'atteindre?" a demandé un participant. Une expérience sur le terrain ne va peut-être pas constituer une expertise en matière des diverses technologies existantes mais – étant donné l'occasion – il y a tant à gagner en matière d'expertise et de sagesse si l'on pose les questions pertinentes. Cela n'existe pas dans le cas d'une approche descendante ("top-down").

## **Privatisation**

Une liste de suggestion: Que les secteurs de télécommunications soient privatisés par des entreprises compétentes, qui possèdent l'expertise, la gestion, l'expérience, les capacités organisationnelles et les fonds pour mener la recherche/développement.

Il est généralement reconnu que des partenariats entre les secteurs public et privé soient nécessairement mis en place, mais la mise en oeuvre des stratégies TIC sont retardées par le manque de confiance entre ces deux groupes. "Cependant", a noté un participant concernant les entreprises travaillant dans le domaine de l'installation d'Internet en Afrique "elles ne nous font aucune faveur puisque nous payons pour les services qu'ils fournissent."

## **Chambres de commerce**

Le débat sur la possibilité de faire des Chambres de commerce des sites de télécentre a soulevé au début la question de l'économie de l'information dont la discussion a continué dans la deuxième partie.

L'idée que les TIC soutiennent le développement des affaires et de l'économie n'est réaliste que si elle est fondée sur une connaissance solide des affaires: les Chambres de

commerce en ont. L'adhésion des membres est poussée par la demande et donc les Chambres de commerce sont obligées de tenir les promesses faites à l'électorat. Ceux-ci constituent des candidats potentiels à l'utilisation de leur perspicacité pour les affaires afin de trouver des solutions à base de TIC pour soutenir les entreprises locales et le développement économique -- c'est-à-dire des solutions qui s'autofinancent et qui remplissent les critères de performance requises.

## URL

<http://www.africaservice.com>  
<http://www.icann.org>  
<http://www.ncdnhc.isoc.org/home.html>  
<http://www.afrinic.org>  
<http://www.afridev.net/aig>  
<http://www.dnso.org>

## list servs:

[Afrinic-discuss@afarinic.org](mailto:Afrinic-discuss@afarinic.org)  
[aig@co.ug](mailto:aig@co.ug)  
[cmusisi@uol.co.ug](mailto:cmusisi@uol.co.ug)  
[agnog@uol.co.ug](mailto:agnog@uol.co.ug)

## Les TIC en vue d'une meilleure gouvernance

### Résumé, 10 - 30 juillet

Les débats tenus du 10 au 30 juillet ont été focalisés sur les technologies de l'information et de la communication (TIC) pour une gouvernance développée. Les modérateurs ont ouvert le débat en évoquant les questions relatives aux TIC et à la gouvernance, notamment les échecs et les succès, les requêtes dans le contexte africain, les TIC pour des populations marginalisées sur le plan économique et géographique, les opportunités de participation publique lors des débats politiques, etc.

Plusieurs questions évoquées lors du débat sont analysées ci-dessous:

- Les TIC pour une gouvernance développée
- Les participants ont estimé que les TIC peuvent jouer un rôle significatif pour promouvoir la gouvernance et développer la société civile. Les TIC peuvent également aider les gouvernements africains à atteindre la majorité de la population vivant dans des milieux ruraux et venir en aide à ces populations pour que leurs voix soient entendues lors des débats politiques et dans les administrations publiques.

Il a été indiqué que le rôle des gouvernances des TIC en Afrique est probablement faible, du moins dans un court terme, puisque l'accès jusque-là est extrêmement limité. C'est clair que les TIC sont des outils permettant le développement de l'Afrique. Les gens auront un accès bénéfique au développement. Ils utiliseront également cet accès pour influencer les législateurs, donner leurs opinions et s'opposer à leurs adversaires, etc. Cela pose une question d'équité pour assurer l'accès aux pauvres et aux démunis, et ce non seulement pour que ces derniers ne restent pas marginalisés sur le plan économique, mais aussi pour assurer l'expression de leurs voix



politiques. Le choix n'est pas (et ne devrait pas être) entre l'accès ou le non accès aux TIC, mais plutôt entre celui réservé aux seuls élites ou entre un accès équitable. Les participants ont exprimé leurs soucis face au manque de confiance et d'engagement de la part des gouvernements africains pour mettre en œuvre d'une manière durable les applications des TIC incluant les gouvernances.

## **Etude globale sur les gouvernances en ligne**

Le groupe a été informé sur l'étude globale relative à la gouvernance en ligne, menée par la fondation COMNET IT et l'UNESCO (<http://www.comnet.mt/globsurv/annolgov.htm>). La réaction préliminaire de l'Afrique est positive; il est attendu que les résultats de l'étude soient présentés lors du Forum FDA 99.

Le groupe a été également informé du point de vue de l'UNESCO sur le problème de la gouvernance en ligne pour le développement, qui comprend par exemple la gouvernance et l'Internet, les applications de l'Internet dans les pays en développement, l'accès aux informations gouvernementales, les prestations des services en ligne, la participation en ligne, la gestion du gouvernement, l'accès communautaire, les problèmes, les solutions et les priorités du futur.

### **« BOTTOM UP » vis-à-vis du « TOP DOWN »**

Un participant a critiqué la concentration sur les possibilités de participation des « BOTTOM UP » dans les TIC et dans les débats sur la gouvernance, face à une légère concentration sur les obligations des « TOP DOWN » pour une meilleure transparence des gouvernements et de gouvernance. La participation de la gouvernance « BOTTOM UP » trouve du mal à être « stratégique » face au manque de transparence des « TOP DOWN ». Un exemple canadien a été évoqué en public à travers les audiences de la mairie sur le futur de la CBC (Canadian Broadcasting Corporation), chaîne de radio publique canadienne. Un participant a tenu l'argument selon lequel, faciliter la participation des « BOTTOM UP » pour le développement des gouvernances, échouera à moins qu'il y ait une transparence des « TOP DOWN », surtout en ce qui concerne les processus politiques. Par conséquent, les TIC pourraient développer les gouvernances si on considère les approches des « BOTTOM UP » et des « TOP DOWN » pour mettre en œuvre de tels programmes. Le groupe a été informé de l'existence du Centre des communautés électroniques/l'Institut pour la gouvernance électronique qui a publié plusieurs études sur les TIC pour la gouvernance.

## **Une société mieux informée**

Il a été indiqué que les TIC ont la possibilité d'ouvrir l'accès à l'information sur les affaires publiques, que les gens pourraient utiliser pour leur propre formation politique, chose importante pour le processus de démocratisation de plusieurs systèmes politiques en Afrique. Une société mieux informée réussira à développer une société d'information et à déterminer les agents-clés du progrès socio-économique.

Un participant a suggéré qu'on devrait se servir des TIC, d'abord et en premier lieu, pour la formation politique de la masse. Si les gens sont mieux renseignés sur des sujets tels que les finances et l'économie, le niveau de leur débat sera plus développé et par conséquent, exigeront de leur gouvernement de meilleurs services, ce qui aboutira à une gouvernance développée et à une plus grande transparence.

Le souci a été exprimé sur l'usage des TIC pour l'éducation de la masse. Un engagement solide du gouvernement est nécessaire pour promouvoir, avec le soutien des donateurs, les centres communautaires à usages multiples dans les zones rurales et urbaines et ce, afin de parvenir à un accord avec les prestataires de services Internet (PSI) locaux à des prix spéciaux pour l'accès à l'Internet. Ceci encourage l'accès publique à l'information et au développement du produit dans la langue locale.

## **Rapport du PNUD sur le développement humain**

Les participants ont été informés de la publication du rapport du PNUD sur le développement humain de l'année en cours, portant sur «La globalisation à la face humaine » qui soutient l'idée que les avantages de la globalisation ne sont pas partagés par tous. Le rapport stipule que l'Internet fait accroître l'inégalité globale. En effet, l'Internet a contribué à élargir l'écart entre les riches et les pauvres et selon le rapport du PNUD, les effets de globalisation et des TIC rendent les riches encore plus riches et maintient la propagation inégale de la technologie. Le rapport a déterminé sept objectifs qui devraient être ciblés pour atteindre une société d'information à savoir, la connectivité, l'accès communautaire, la capacité, le contenu, la créativité, la collaboration et l'argent. Les participants ont eu le sentiment que tous les membres concernés ont énormément besoin de redoubler leurs efforts pour promouvoir la prise de conscience de l'avènement de l'ère de l'information en Afrique.

Le groupe a été également informé des décisions du rapport qui peuvent être consultées sur le site:

### **URL**

<http://www.zdnet.com/zdnn/stories/news/0.4586.2292531.00html?chkpth>

D'autres liaisons sont également disponibles sur les sites suivants:

Rapport de la BBC: [http://news.bbc.co.uk/hi/english/world/newsid\\_392000/392171.stm](http://news.bbc.co.uk/hi/english/world/newsid_392000/392171.stm)

Résumé du rapport: <http://www.undp.org/hdro/99>

Information pour commander: <http://www.oup-usa.org/docs/0195215621.html>

Le rapport: <http://www.undp.org/hdro/report.html>

## **Des expériences intéressantes relatives aux TIC en Afrique**

Il a été demandé aux participants de partager leurs expériences intéressantes avec les TIC, leurs cas réels et leurs histoires vécues en Afrique avec le FDA, qui est en train de discuter avec l'Institut international des communications et de développement (IICD) et d'autres organisations (PANOS et CRDI) de la possibilité d'unir de tels efforts de façon à disposer autant d'informations que possible. Les contributions seront placées sur Internet et gérées dans un système de base de données partagé, et les résultats seront publiés lors du FDA 99. Une étude de cas réel était aussi proposée pour informer les participants sur le type d'information recherché – titre, lieu, institution(s), source et revenus de financement, les problèmes traités, la description, les succès, les problèmes rencontrés, les leçons retenues, le potentiel d'endurance, et les contacts.

## **La gouvernance – bonne ou mauvaise**

Les participants ont argumenté que la privatisation des télécommunications constitue une question politique complexe. A court terme, cela signifie certainement l'abandon d'une source de revenu gouvernementale, la perte d'emplois dans le secteur public, et (éventuellement) des factures plus importantes. En même temps, cela signifie généralement la privatisation des

revenus. A long terme, la privatisation apporte aussi un meilleur service, plus de revenus fiscaux et plus d'opportunités de travail. Mais bien entendu, ceci dépend si l'on croit que la privatisation conduit à un meilleur réseau de télécoms qui mènera à une économie plus saine.

Un intervenant a argumenté que les pressions technologiques et financières occidentales gouvernent les choix africains. En même temps, il paraît très difficile de lier toutes les questions, à savoir, les voies et moyens de la démocratie; la liberté de presse; les activités de base; les ONG et les organisations communautaires; les informations gouvernementales avec le potentiel d'Internet. Les connections ne sont pas disponibles pour la plupart des gens et ouvriront des débats de l'élite uniquement pour de longues années encore. Les forces motrices de la croissance de l'Afrique de nos jours reposent sur le flux d'investissement et sur les bons prix des produits de base. L'intervenant dit que les questions de la gouvernance, du gouvernement et d'Internet devront être vues sous l'angle de la médiation entre ce trafic et ces intérêts.

Il a été avancé que l'évidence présentée dans la trousse d'Internet de la Banque Mondiale suggérait que les pays africains avec des régimes de télécommunications plus libéraux avaient, en moyenne, un coût plus bas et un accès plus vaste sur l'Internet. Le rapport a soutenu aussi qu'un nombre d'autres études, provenant de sources plus variées, avaient relevé qu'il y avait une corrélation entre le niveau de développement des télécoms et la croissance économique future. La libéralisation avait enregistré des gains dramatiques. Il a été aussi remarqué que la plupart des gouvernements paraissent accepter cette situation, et que la tendance globale est fortement dirigée vers la libéralisation. En outre, aucun pays engagé ne paraît l'avoir regretté. Ainsi, la plupart des gouvernements semblent accepter le troc (sources de revenu court-terme et perte d'emplois dans le secteur public vis-à-vis des services, de la productivité, des revenus de la privatisation et des futurs impôts gagnés) comme alternative louable.

Il a été aussi relevé qu'une bonne gouvernance ne pourrait être imposée à partir de l'extérieur/d'organismes étrangers, mais plutôt des conséquences des aspirations populaires des populations africaines.

### **Le site Web du Parlement ougandais**

<http://www.ouganda.co.ug/parliament> ou <http://www.parliament.go.ug>

Ce site est l'un des exemples-types pour rendre l'information gouvernementale disponible en utilisant les TIC. Toutefois, plusieurs participants ont trouvé extrêmement difficile l'accès au site, ce qui a conduit à un large débat sur la bonne conception du web. Des commentaires constructifs et très instructifs ont été avancés pour résoudre le problème d'accessibilité aux sites web ougandais ainsi qu'à d'autres.

### **Les ONG et la gouvernance**

Un participant a argumenté que les ONG offrent une double réduction à la gouvernance, en donnant l'exemple relatif à la manière dont les mécanismes de gouvernance et les ONG ont formé quelque chose de passionnant et éventuellement de permanent (Information fournie par la Convention des Nations Unies de lutte contre la désertification aux pastoralistes en Tanzanie rurale et aux télécentres ruraux administrés par les ONG locales pour disséminer le savoir et l'information). Toutefois, la deuxième tendance soutient qu'avec Internet, les ONG peuvent devenir simplement des sous-traitants efficaces du développement. L'intervenant s'est demandé s'il y a une preuve de tout cela.

## **Division digitale numérique**

Quelques participants ont exprimé leur souci quant aux inégalités d'accéder aux ordinateurs et à l'Internet en Afrique. Il a été aussi indiqué que l'évaluation de ces inégalités, doit nécessairement être considérée avec précaution et devrait adresser des facteurs tels que les taux et les niveaux d'automation électronique, de l'usage efficace et de leur impact.

### **Les sites Web sur le développement économique et social**

Il a été demandé aux participants de partager l'information sur les sites web portant sur le développement économique et social en Afrique. En réponse, il a été mentionné que l'UNESCO, dans le cadre du Réseau informatique régional pour l'Afrique (RINAF), a organisé une sélection des 50 meilleurs sites web d'intérêt public, portant sur l'éducation, la science, la culture, les services de l'information et du développement communautaire. Le projet est logé au site: <http://www.woyaa.com/topweb>. De plus, d'autres sites web sont indiqués ci-après (voir la section des sites web à la fin du résumé).

### **Telecom(s), l'élevage du bétail et les TIC en Afrique**

Un participant a soulevé l'idée d'utiliser les TIC pour assister les éleveurs de bétail africains afin de pouvoir suivre le mouvement de chaque bête dans le pays sur une station d'ordinateur programmé à cette fin (attacher une puce de localisation sur chaque bête et suivre ses mouvements via satellite).

Quelques participants ont exprimé leur réserve quant à l'aspect pratique de telle proposition en raison des entraves culturelles, sociales, économiques et bureaucratiques qui rendent des pareilles suggestions impraticables. En outre, une telle activité ne constitue pas une priorité pour le développement de l'Afrique.

### **URL**

Etude globale sur la gouvernance en ligne

<http://www.comnet.mt/globsurv/annolgov.htm>

Le site web du parlement ougandais

<http://www.uganda.co.ug/parliament>

<http://www.parliament.go.ug>

Le rapport du PNUD sur le développement humain

Commentaires:

<http://www.zdnet.corg/zdnn/stories/news/0.4586.2292531.00.html?chkpth>

Rapport de la BBC

[http://news.bbc.co.uk/1/hi/english/world/newsid\\_392000/392171.stm](http://news.bbc.co.uk/1/hi/english/world/newsid_392000/392171.stm)

Résumé du rapport:

<http://www.undp.org/hdro/99.htm>

Information pour commander

<http://www.oup-usa.org/docs/0195215621.html>

Le rapport:

<http://www.undp.org/hdro/report.html>

Les sites web et le développement social et économique en Afrique

RINAF – 50 meilleurs projets

<http://woyaa.com/topweb>

Afrique: Recherche, ressources et liaison à l'éducation et au développement

<http://comunicationculture.freesevers.com>

Recherche, ressources et liaison à la relation entre la communication, la culture, l'éducation et le développement en Afrique

Institut de formation par correspondance, Swaziland

<http://www.realnet.co.sz/ide>

A propos des cours et du personnel de l'Institut de formation par correspondance au Swaziland, Afrique Australe, en même temps que l'information sur le Royaume royal du Swaziland, sa géographie, son climat, sa population et ses langues.

La formation par correspondance dans les pays développés

[http://members.tripod.com/stewart\\_marshall](http://members.tripod.com/stewart_marshall)

Conçu pour faciliter la collecte et la dissémination des résultats des recherches, l'information sur l'usage de la formation par correspondance et l'étude ouverte des pays développés.

Recherches instructives en Afrique Australe

<http://www.realnet.co.sz.boleswa>

Travaux de la 7<sup>ème</sup> conférence BOLESWA. Une conférence tenue à l'Université du Swaziland au mois d'août 1997 portant sur «La recherche instructive et le mode de vie en Afrique».

## **Démocratisation de l'accès à la société de l'information**

### **Résumé, 2-20 août 1999**

La discussion sur la démocratisation de l'accès à la société de l'information a été introduite par un résumé du document de travail devant être présenté lors du FDA 99 à Addis Abeba les 24-29 octobre 1999. Ce document de travail relève le caractère déterminant des Technologies de l'information et de la communication (TIC) dans la vie des gens en Afrique. Il souligne le besoin d'informations et de communication dans la société africaine et fait état de la possibilité d'y appliquer les TIC. Le document relève l'existence de certaines applications et de programmes expérimentaux ayant trait aux TIC. Il pose également la question de savoir si, du fait de leur nature interactive, les TIC sont susceptibles d'habiliter les gens, ce qui n'était pas le cas des moyens précédents d'information et de communication. La question des moyens efficaces d'extension de l'accès aux TIC a été également soulevée. Le résumé a demandé aux intervenants de soumettre des exemples d'efforts en cours dans ce domaine, et de cas de communication entre communautés rencontrant des problèmes de nature similaire. L'auteur du document affirme que les TIC peuvent tout autant réduire le fossé existant entre riches et pauvres en Afrique que l'élargir. Le document a demandé aux intervenants de concentrer leurs interventions sur les stratégies susceptibles de réduire ce fossé.

Un des messages inclus dans la liste provient d'un rapport d'enquête par Environmental Rights Action ([eraction@infoweb.abs.net](mailto:eraction@infoweb.abs.net)), concernant une fuite occasionnée dans un pipeline situé dans l'Etat du Delta au Nigeria. Ce message montre la façon dont Environmental Rights Action a utilisé son bulletin électronique pour informer le public et les autorités des conséquences négatives sur les communautés qui vivent autour de la zone dans laquelle se situe la fuite du pipeline. Il y a lieu de considérer un tel effort comme une application des TIC aux fins de promouvoir/sauvegarder les intérêts des communautés.

Un message provenant d'Ouganda suggère que les intervenants inscrits sur la liste demandent aux écoles d'Ouganda bénéficiant de l'accès à Internet de partager leur expérience en matière d'utilisation des TIC.

Un autre participant a fait la remarque selon laquelle le caractère avantageux de l'adoption des TIC par l'Afrique représente le seul point sur lequel il y a actuellement un accord universel. La suggestion a été faite de la nécessité de formuler des calendriers de travail spécifiques à la situation africaine.

Une autre intervention a fait état de l'existence de travaux relatifs à l'utilisation d'Internet dans l'enseignement de certaines matières dans les écoles africaines et des liens établis avec ce type d'efforts en Afrique du Sud.

D'une manière générale, la discussion a été dominée par les messages traitant de l'utilisation des TIC par divers secteurs de la société africaine. Toutefois, la liste a souffert du fait que les messages de certains intervenants n'étaient pas liés au sujet de la discussion. Cela a provoqué l'envoi par un certain nombre de participants de messages demandant de revenir aux sujets de la discussion.

## **Elaboration des plans et politiques pour une Infrastructure Nationale d'Information et de Communication (INIC)**

### **Résumé, 24 août – 10 septembre, 1999**

La discussion sur l'élaboration des politiques relatives à l'infrastructure nationale d'information et de communication s'est tenue du 24 août au 10 septembre 1999 et a été ouverte par quelques brèves remarques du modérateur, se rapportant à la réunion préparatoire de la Commission Technique Consultative du Forum pour le développement de l'Afrique 1999 (FDA 99) et aux efforts faits par plusieurs pays africains, visant l'élaboration de politiques pour une Infrastructure nationale d'information et de communication; il s'agit d'une tentative de formulation de l'orientation requise d'une telle politique, dans le but de permettre à l'Afrique de faire face à l'Ere Mondiale de l'Information.

### **Le besoin d'élaborer des politiques nationales**

La plupart des participants ont répondu à cette question par l'affirmative. L'on a souligné le fait que: "Parler de politique nationale suppose l'existence d'un Etat-nation viable et doté d'une capacité de mobilisation et d'influence pouvant assurer la paix et l'existence d'un environnement favorable à la nécessaire initiative de développement", ce qui manque en Afrique. L'accent a également été mis sur le fait que le processus de formulation des politiques relatives aux TIC doit impliquer l'ensemble des acteurs intéressés et être lié à de réels besoins en matière de développement. Certains participants ont exprimé le sentiment selon lequel la formulation d'une politique qui prenne en considération l'impact des TIC sur les efforts nationaux de développement doit passer par l'éducation des preneurs de décisions aux nouvelles technologies.

Certains participants ont trouvé difficile de mettre au point une politique qui serait à l'avantage des populations démunies de la communauté africaine, dès l'instant où ces technologies sont davantage sous le contrôle des fabricants que celui des décideurs politiques et que leur rythme de développement est trop rapide pour pouvoir être surveillé par le continent. Ces participants ont signalé que, pour vaincre une telle difficulté, la direction politique africaine doit concentrer ses efforts sur la création et la promotion d'une capacité indigène en matière de recherche et de développement concernant ces technologies. L'on a également suggéré que, si

l'Afrique veut partager la propriété d'Internet, elle doit créer et entretenir des centres de production d'information et d'ingénierie de développement de logiciels.

Certaines questions devant être traitées pour l'élaboration d'une politique nationale des TIC ont été présentées; parmi celles-ci: l'accent à mettre sur la position d'avant-garde du secteur privé dans le développement et la mise en œuvre de la politique relative à l'INIC, l'accès aux sources d'information à des prix abordables, la promotion de l'innovation technologique, la garantie de la sécurité des données et de la fiabilité des réseaux, une gestion améliorée des fréquences radio, les collaborations régionale et internationale. L'on a souligné le fait que la réalisation de ces intentions nécessite une interaction étroite entre gouvernement et secteur privé.

Certains participants ont exprimé le sentiment selon lequel, dans un gouvernement, chaque ministère doit élaborer un plan national relatif aux TIC, dans le cadre de sa propre sphère d'activité et c'est au ministère de la communication de disposer des politiques déterminant les méthodes en vue de la réalisation des objectifs spécifiés par les autres ministères. D'autres participants ont exprimé leur désaccord en disant que: "la politique des télécommunications est trop importante pour être laissée aux seuls ministères/ministres des télécommunications". La question-clé dans un tel processus est de "mobiliser les secteurs-clés, tels que l'éducation, la santé et les communautés d'affaires – qui ont un intérêt vital à voir se développer une infrastructure de TIC – en vue d'une articulation de leurs intérêts et pour qu'ils luttent effectivement pour ces intérêts lors du développement des politiques relatives aux TIC. Pour ce faire, le processus d'élaboration des politiques peut faire l'objet de réformes, de manière à encourager ce type de participation et à éviter aux politiques de développement sectoriel toute approche de type étroit.

Un participant a soulevé un certain nombre de questions qu'il est nécessaire de traiter lors de l'élaboration des politiques relatives aux TIC. Parmi ces questions: "comment et où commence la définition d'une telle politique? Quel est le mode de propriété que doit défendre cette politique? Quel type d'arrangement institutionnel doit-il y avoir? Dans quels cadres réglementaires une telle politique sera-t-elle mise en œuvre?

### **Au cœur des politiques relatives aux TIC**

Certains participants ont déclaré que la question de l'accès à l'information à un prix abordable doit être considérée comme un droit humain fondamental et doit constituer la base de la formulation de toute politique nationale relative aux TIC. L'on a également déclaré que le but d'une politique nationale relative aux TIC est d'améliorer le flux et l'utilisation des données à tous les niveaux; le noyau d'une telle politique doit reposer sur la constitution d'une infrastructure des TIC qui puisse faciliter la connectivité nationale tout autant que la connectivité mondiale.

### **Un besoin de réformes en matière de Télécom**

Il a été signalé que l'on doit prendre en ligne de compte certaines situations particulières existant dans le pays concerné, lorsqu'on projette des réformes en matière de télécommunications; quant à la question de propriété, elle doit être traitée en rapport avec les effets à long terme du développement. L'expérience de l'Ouganda a été évoquée, dans laquelle des licences de six mois sont accordées aux opérateurs en vue de la fourniture de services prédéfinis; en cas de défaut, la licence est révoquée et accordée à quelqu'un d'autre. Sur la base de cet exemple, l'on a noté que les politiques relatives aux TIC doivent être orientées vers la satisfaction des demandes des communautés utilisatrices.

## **Définition et exécution de la politique relative aux TIC**

Les participants ont insisté sur le fait que la définition et la mise en œuvre des politiques relatives aux TIC relèvent d'une responsabilité collective de l'ensemble des parties intéressées (agences gouvernementales, organisations non gouvernementales, secteur privé, société civile, etc.); ils ont averti du fait que la formulation des politiques relatives aux TIC ne doivent pas être prises comme une tâche ponctuelle, mais comme un processus continu.

### **Rôle du secteur privé**

Certains participants ont exprimé le sentiment selon lequel le secteur privé doit être considéré comme un partenaire. Cependant, comme son objectif reste le profit, ce secteur ne peut être vu comme éventuel promoteur des besoins sociaux. En plus de la nécessité pour le secteur privé de travailler en collaboration avec d'autres secteurs intéressés sur les questions relatives à une telle politique, il doit également œuvrer, main dans la main avec le gouvernement, à la construction de l'infrastructure, particulièrement dans les zones rurales.

### **Pratiques actuelles en Afrique en matière de TIC**

La discussion a révélé que la situation des pays africains, au regard du développement des TIC, est encourageante. Référence a été faite aux divers projets de TIC en cours d'exécution dans différents pays africains. Il a été signalé que le fait de se mettre à la confection de produits logiciels qui puissent "refléter et servir de moule à la mentalité africaine" pour nous sortir de la stagnation économique actuelle" pourrait réduire de manière significative la dépendance de l'Afrique par rapport au monde développé. Certains participants ont suggéré "la constitution d'une sorte de Banque africaine pour le financement de la technologie, à laquelle les jeunes africains soumettraient leurs idées techniques concernant la construction de l'infrastructure, en vue d'obtenir approbation et financement."

### **Points de vue sur les conférences**

Certains participants ont exprimé leur inquiétude devant la quantité de temps et d'argent utilisés pour les réunions et les conférences et ont déclaré que "ce dont nous avons besoin, c'est moins d'ateliers de discours, plus de travail en collaboration et plus de soutien aux petites entreprises."

Les participants ont été informés du fait que le FDA 99 n'est pas une conférence parmi d'autres, mais plutôt un processus devant réunir des bailleurs de fonds devant les programmes et projets TIC de divers pays dans le but de "rechercher des financements et des partenaires en vue de la mise en œuvre de ces programmes et projets à la fin de 1999 et pendant l'an 2000. L'essence du Forum réside dans le lien avec ces programmes de travail".

Un membre de la liste a déclaré que "les conférences constituent une des formes de transfert de technologie qui doit être constamment développée pour une acquisition à bas prix de connaissances de l'état de l'art (généralement encore non publiées) et pour les occasions pratiques qu'elles offrent de rencontres avec d'éminents savants et experts dans tel ou tel domaine", offrant de grandes opportunités pour le développement des aptitudes professionnelles".

### **Des initiatives relatives aux télécentres**



Les participants ont été informés du projet Building Information Community in Africa (BICA) qui est sponsorisé par le British Council et l'UIT. Une proposition de projet de publication d'un CD a été approuvée, avec pour objectif la création d'un support permettant de compiler et de fournir d'une manière constante des informations essentielles aux opérateurs et opérateurs potentiels de télécentres, ainsi qu'à d'autres acteurs intéressés" de par le monde. Il a été demandé aux membres de la liste s'ils peuvent contribuer à un tel projet et des réponses positives ont été obtenues.

### **Distribution de l'information**

Une question a été soulevée quant à qui contrôle la distribution de l'information sur l'ensemble de l'Afrique. En réponse, un des membres de la liste a dit que ce sont les communistes et les dictateurs qui contrôlent l'information, tandis que l'autre a prétendu que cela n'était pas vrai et que "les systèmes qui contrôlent l'information sont des systèmes qui réalisent l'étendue de la ramification et de l'importance de l'information ainsi que de son utilisation".

### **SITES WEB**

Formulation d'une stratégie nationale pour la construction d'une société d'apprentissage  
<http://www.conectando.org.sv>

## **Rôle de la diaspora numérique africaine dans la promotion du développement des TIC en Afrique**

### **Résumé, 13-19 septembre 1999**

La discussion sur le rôle de la diaspora africaine dans l'accélération de l'entrée de l'Afrique dans l'ère de l'information s'est déroulée du 13 au 19 septembre 1999 et a été ouverte par une brève définition, donnée par le modérateur, de la diaspora numérique africaine – les africains vivant actuellement dans les pays développés et qui, de par leur expérience professionnelle, ont acquis des qualifications (et peut-être un capital ou l'accès à celui-ci) pouvant être utiles à l'accélération de l'entrée de l'Afrique dans l'ère de l'information.

Pour mieux cerner la discussion, les questions suivantes ont été soulevées par le modérateur: quels moyens y a-t-il, entre autres, d'attirer la participation de la diaspora numérique africaine ; quelles sont les expériences concrètes déjà acquises de ce point de vue; quelles actions doivent être recherchées en vue d'actualiser ces expériences; enfin, quels mécanismes faut-il employer pour le rapatriement l'utilisation des consultants à distance. Les messages remis par divers participants sont résumés ci-dessous

### **Les catégories de la diaspora numérique africaine**

Un des participants a classé la diaspora numérique africaine en trois catégories: (i) les gens d'ascendance africaine vivant à l'extérieur de l'Afrique et ayant peu ou pas du tout de liens avec le continent; (ii) les gens d'ascendance africaine vivant à l'extérieur mais ayant des contacts réguliers avec le continent; (iii) la communauté africaine.

### **Le besoin des services de la diaspora**

Un consensus a été atteint quant à l'importance du rôle que peut jouer la diaspora numérique africaine en vue d'une entrée significative de l'Afrique dans l'ère de l'information et sur le fait que la plupart des africains de la diaspora sont disposés à participer aux projets africains de développement. Un participant a informé les membres de la liste de l'existence d'un bon nombre de gens d'ascendance africaine qui se sont vus déplacer vers d'autres continents depuis un moment déjà et qui sont une source sous-estimée de gens tout à fait disposés à apporter leur contribution, du fait d'une réelle sincérité et de sentiments et de désir profonds d'être mis en rapport avec le continent. Toutefois, il a été enregistré que le fait d'en finir avec "l'opinion faussée de l'Afrique répandue aussi bien parmi les africains du continent et la diaspora africaine" et la création d'une "conscience réciproque", permettent d'éliminer l'attitude négative des premiers à l'égard des seconds.

### **Comment attirer la diaspora**

L'amélioration des situations sociales et politiques en Afrique a été décrite comme un grand pas en avant dans le sens de l'attraction des africains de la diaspora pour qu'ils apportent leur contribution au développement du continent. Pour améliorer la relation Afrique-diaspora, il a été observé que "le tout premier pas vers la constitution de réseaux efficaces à long terme entre l'Afrique et la diaspora africaine sera celui de la production et de la dissémination de connaissances positives sur l'Afrique et son existence, de façon à contrecarrer les opinions fausses. Les valeurs positives, les principes et la connaissance qui est celle de la communauté africaine pourraient être utilisées de manière vivante et numérisées pour servir d'outils éducatifs à l'intention des esprits désabusés dans la diaspora et vice-versa".

Quelques préalables ont été avancés, conditionnant l'entrée du continent dans l'Ere de l'information: pour certains, "gouvernements et diaspora africaine doivent avoir une confiance mutuelle et travailler ensemble dans le cadre du secteur indiqué par la loi", tandis que d'autres ont mis l'accent sur le fait que "les gouvernements ou les organismes professionnels d'Afrique doivent faire montre du sérieux qui s'impose, du moment qu'ils se proposent d'exploiter les connaissances de ces gens".

### **Quelques expériences ayant trait aux services de la diaspora africaine**

Les participants ont été informés des fonctions prévues dans les Programmes pour l'Afrique de l'Organisation internationale des migrations (OIM) (*International Organisation for Migration (IOM)*) destinés à aider les pays pacifiques africains, par opposition aux "pays en ébullition", comme le Congo et la République centrafricaine, en vue de "réduire l'écart entre l'état actuel de leur économie et la rapidité du changement du marché international" par l'utilisation de services provenant des citoyens de ces pays dans la diaspora. Le Programme pour le retour et la réintégration des citoyens africains qualifiés (RCAQ) (*Return and Reintegration of Qualified African Nationals Programme (RQAN)*) offre une aide au retour dans le cadre d'un emploi ou d'un auto-emploi dans des pays africains cibles ou non cibles et dans des secteurs prioritaires pour le développement du pays d'accueil. Certains participants ont cependant révélé que les programmes du RCAQ n'ont pas réussi à atteindre l'objectif établi, simplement du fait de l'insuffisance des fonds alloués par le programme pour le soutien des divers projets escomptés par les rapatriés.

### **Les actions requises**

Certains participants ont suggéré la constitution d'une organisation de la diaspora numérique africaine (DNA) en Amérique du Nord, avec des bureaux qui y seraient affiliés dans

le continent, ce qui pourrait aider la diaspora à "travailler de très près avec les agences gouvernementales et les organisations professionnelles en vue d'identifier les domaines pour lesquels des ponts interactifs doivent être établis".

Certains autres ont fait montre de scepticisme quant à la constitution d'une telle organisation pour des raisons selon lesquelles les africains de la diaspora sont davantage intéressés à travailler pour leur propre pays plutôt que pour d'autres, et du fait que chaque pays a ses propres défis et ses propres priorités stratégiques de développement. Leur suggestion a été de s'orienter beaucoup plus vers une sorte de consortium qui permettrait un échange d'expériences sur divers défis, stratégies, histoires de succès et d'échecs vécues pendant le processus de développement. A ce niveau, l'effort consenti par la Commission économique pour l'Afrique (CEA) dans l'organisation du Forum pour le développement de l'Afrique a été loué.

Le développement d'une "base de données des gens ayant une expertise dans des domaines-clés et des institutions clés [et] l'organisation de systèmes d'information de base qui puissent permettre aux gens qu'il faut d'être à l'endroit où il faut être au moment qu'il faut, disposant des informations qu'il faut avoir [et] de la possibilité de développer le support institutionnel dont ils auront besoin" ont été considérés comme une bonne stratégie en vue de favoriser l'intervention de la diaspora dans les efforts de développement du continent.

L'on a signalé le fait qu'il "est essentiel de coordonner la disposition et l'effort conjoint Afrique-diaspora de manière significative par rapport à la façon dont les africains ordinaires gagnent leur vie chez eux et au sein de leur communauté". Un participant a déclaré que les Africains à l'étranger sont les plus grands "bailleurs de fonds de l'Afrique". La véritable question devient alors de savoir quelle est la meilleure façon de capitaliser et d'utiliser les contributions en "capital intellectuel" de la diaspora en matière de développement et d'utilisation des TIC dans le continent. L'on a également noté que la responsabilité centrale du Groupe de travail de FDA 99 sur la diaspora passe par la nécessité de "faire parvenir aux organisations africaines de la diaspora le contenu des plans nationaux en matière de politiques de communication [afin de] s'assurer que ces politiques puissent identifier le niveau auquel un apport de la diaspora serait le plus utile [concernant le] soutien aux télécentres [et] pourrait aider dans la surveillance des positions adoptées par l'OMC".

### **Domaines d'intervention possible de la diaspora**

La fabrication d'ordinateurs et de produits associés à l'informatique tels que les cartes mères, les cartes son, les modems, les cartes vidéo etc. ainsi que les produits associés aux réseaux, comme les câbles, les noyaux, sont autant de domaines dans lesquels l'intervention des africains de la diaspora est possible. La diaspora peut également participer à la fourniture de services informatiques à distance par Internet.

### **Le besoin de rapatriement**

Un participant a écrit que si le continent veut se relever, le rapatriement est, non seulement nécessaire, mais un impératif. Pour que cela puisse se faire, il a été signalé qu'il faut développer une confiance entre la diaspora et les gouvernements et que le retour de la diaspora ne doit pas être compris comme étant une menace pour l'élite locale; un tel retour doit plutôt être considéré comme un renforcement des efforts déjà dispensés au niveau local.

Certains participants ont nié ce dernier aspect en signalant que le rapatriement est quelque peu problématique "du fait que plusieurs africains de la diaspora peuvent avoir choisi leur pays

de résidence actuel car ils étaient à la recherche d'un soulagement par rapport à la dureté des conditions dans leur pays natal/d'origine, que ces conditions soient de caractère politique, social ou économique (ou une combinaison des trois)". A cet égard, certains participants ont remarqué que le choix de retourner en Afrique ou de rester sur place et de travailler étroitement avec le continent doit être laissé à la diaspora elle-même.

Pour certains participants, l'utilisation des capacités intellectuelles de la diaspora n'implique pas nécessairement d'en ramener les membres au pays; elle implique le fait de tirer le maximum de leurs connaissances et de leur expérience et d'en faire un "service domestique". Ils ont suggéré que les gouvernements devraient plutôt donner la permission aux africains de la diaspora d'obtenir la double nationalité, en ajoutant que les demandes de services de consultants devraient leur être adressées, plutôt qu'aux européens et aux américains qui "se font payer de juteuses rémunérations, pour s'en remettre ensuite aux conseils des intellectuels africains."

### **Contribution de la diaspora au FDA**

Un membre du Comité préparatoire du FDA a remarqué que le rôle de la diaspora numérique africaine, concernant l'amélioration de la position du continent, dans la compétitivité relative aux TIC doit être vu dans des perspectives de long et de court termes. Les tâches à court terme doivent viser essentiellement à apporter des contributions significatives au FDA, en termes d'idées, de technologie et de finances, tandis que les efforts à long terme doivent être orientés vers la création d'un impact réel vers l'utilisation des TIC dans le sens de l'enrichissement du processus de développement africain.

Un certain degré d'optimisme s'est fait jour à propos de la contribution de la diaspora africaine aux quatre thèmes du FDA. La diaspora aux Etats-Unis, tout particulièrement, doit être considérée comme "faisant partie de la communauté d'investissement" et aucun effort ne doit être négligé par les gouvernements en vue de renforcer la crédibilité et la transparence, ce que le forum du mois d'octobre se doit de considérer avec sérieux. Le besoin a été également souligné d'utiliser les compétences, connaissances et expériences des africains de la diaspora dans les négociations de type commercial et autres.

### **Les TIC et le rôle de la diaspora**

Dans le cas où la diaspora décide de rester dans son arrière-plan et de contribuer par tout ce qui peut lui être possible, il a été remarqué qu'il est "important d'utiliser les TIC pour tirer profit des ressources humaines et matérielles de ces groupes (la diaspora) par le biais d'un plan coordonné de constitution de réseaux en vue de construire une base solide permettant de réaliser un partenariat en vue d'atteindre des objectifs communs". Certains participants ont indiqué que nous avons besoin de convaincre la diaspora de la valeur des contributions par Internet. D'autres ont déclaré que la question fondamentale n'est pas celle qui a trait au rôle de la diaspora numérique Africaine dans l'introduction des avantages des TIC en Afrique, mais plutôt celle de savoir quelle est la meilleure façon de renforcer sa contribution. Les efforts, a-t-on remarqué, dispensés dans l'extension et la durabilité des télécentres en Afrique peuvent être renforcés par des organisations communautaires africaines qui interviendraient partout dans le monde.

### **URL**

Réseau d'information sur les initiatives de développement  
<http://www.undp.org/tcdc/index2.html>

Coopération technique entre bases de données d'expertise INRES dans les pays en développement

<http://www.wide.org.br>

Programmes de l'OIM

<http://www.iom.int/iom/rqan/index.htm>

Organisations de la diaspora africaine

<http://www.sul.stanford.edu/depts/ssrg/africa/elecnet.html>

<http://www.sul.stanford.edu/depts/ssrg/africa/email.html>

## **Rôle des femmes et de la jeunesse dans l'entrée de l'Afrique dans l'ère de l'Information**

### **Résumé, 20-26 septembre 1999**

La discussion sur le rôle des femmes et de la jeunesse dans l'entrée de l'Afrique dans l'Ere de l'Information s'est déroulée du 20 au 26 septembre 1999; elle a porté sur les questions suivantes soulevées par le modérateur: comment utiliser les TIC en vue d'améliorer la situation des femmes démunies de la région? quelles actions politiques sont-elles nécessaires pour garantir l'accès aux femmes, au fur et à mesure que les TIC plus disponibles dans la région? quelles sont les actions déjà en cours en la matière et particulièrement en direction de la jeunesse? quelle sera la situation de notre jeunesse africaine, si elle n'a pas accès aux TIC? cela a-t-il de l'importance? Encore une fois, quelles sont les actions politiques nécessaires en vue de garantir la durabilité d'un tel processus? Les réponses données à ces questions sont résumées ci-dessous.

### **Les TIC et es femmes africaines**

Il a été fait mention de la Conférence mondiale sur les femmes tenue à Beijing en 1995 et qui a laissé entrevoir un tableau décourageant concernant l'utilisation des TIC. Les membres de la liste ont déclaré que cette image a aujourd'hui changé de manière significative en ce sens que plusieurs réseaux virtuels pour les femmes d'Afrique ont été établis et que la connectivité aux réseaux régionaux et mondiaux est devenue une réalité.

Les participants ont observé que les TIC, particulièrement Internet, sont avantageux pour les femmes car ils permettent la création de forums qui peuvent être utilisés pour discuter de questions d'intérêt commun et ainsi démarrer des actions collectives de développement. Dans cet ordre d'idées, l'on a suggéré que l'organisation de sessions de formation à l'intention des femmes sur la langue utilisée sur le Web et sur l'utilisation des techniques requises pour pouvoir exploiter des données à partir d'Internet et en manipuler les ressources variées sont des éléments de première importance. Les TIC peuvent également être utilisées comme mécanisme permettant de véhiculer des programmes officiels ou non officiels d'éducation destinés aux femmes.

Quelqu'un a déclaré que "les femmes des zones rurales représentent les processeurs et les véhicules de communication d'informations les plus rapides [et que] cette rapidité peut être davantage développée en élargissant à leur avantage l'accessibilité à d'autres sources d'informations telles que Internet". Quelques participants ont cependant exprimé leur scepticisme quant à l'impact réel d'Internet sur les femmes, du fait du manque de familiarité avec la langue utilisée sur le Web (absence de connaissances, dans le cas des femmes des pays francophones) et du caractère non pertinent des informations obtenues sur Internet. Certains ont dit que, dans les zones rurales, les gens ont des besoins autrement plus urgents (routes, santé, accès à la nourriture etc.) que l'accès à Internet.

D'autres participants ont réagi à cela en déclarant que le problème de la langue peut être résolu par la reprise des informations obtenues sur Internet en utilisant les langues locales, ils ont fait remarquer que les ONG et les organisations de femmes pourraient jouer un rôle pratique dans ce domaine. Un autre avantage potentiel des TIC a été évoqué, pour ce qui est de joindre les femmes des zones rurales éloignées en leur adressant des cours d'apprentissage dans la langue vernaculaire de leur région. L'on a également signalé le fait que la bonne gouvernance et la stabilité de la situation politique et économique sont des préalables pour une utilisation efficace d'Internet.

Certains participants ont eu le sentiment que les TIC peuvent être utilisées comme outil d'amélioration de la situation des femmes des milieux ruraux, dans la seule mesure où elles sont intégrées dans l'ensemble du processus de développement national. Pour d'autres, les TIC peuvent servir à "sortir les femmes d'une situation dans laquelle elles sont constamment dans l'attente que les hommes puissent devenir l'unique soutien de la famille, pour leur donner une situation dans laquelle elles seront partie prenante de toute décision à prendre, non seulement au niveau de leur ménage, mais à l'échelle de leur communauté toute entière". D'autres encore ont exprimé leur désaccord en disant que la plupart des femmes africaines ont été le vrai soutien de famille par leur participation à diverses activités dans le secteur informel et dans la production agricole.

L'accent mis avec exagération sur les ordinateurs comme étant la solution ultime pour les problèmes des femmes rurales a fait l'objet de critiques et l'on a suspecté des motivations relevant d'une promotion intéressée d'activités économiques. Ici, l'accent a été mis sur le fait que la question essentielle pour l'Afrique réside dans la constitution d'une "mentalité pro-Afrique", plutôt que dans la fourniture d'ordinateurs pour tous. Selon ces derniers, Internet est considéré comme une commodité et un outil de distraction et non un besoin". D'autres participants ont émis un doute en posant la question: que ferait une pauvre femme rurale de l'accès à un ordinateur (Internet) [et] quelles chances peut-elle avoir d'avoir accès à un ordinateur?

### **Les femmes et les TIC: expériences du continent**

Des informations ont été données concernant certaines associations de femmes qui s'orientent vers l'utilisation des TIC comme élément de soutien au développement socio-économique. Parmi les pays cités se trouvent l'Afrique du Sud, le Zimbabwe, le Malawi et l'Ouganda. L'on a observé que ces associations pourraient jeter les fondations pour la création d'une société bien informée. Abantu au Kenya, ENDA au Sénégal, SANGONeT en Afrique du Sud, Boginet au Botswana, ISIS-WICCE en Ouganda, avec d'autres grandes organisations Africaines, FEMNET et APC ont été citées comme exemples d'utilisateurs des TIC au service de la réalisation de l'égalité pour les femmes, de la défense de leurs préoccupations et pour faire entendre leur voix.

Women's Net a constitué un site Web qui comprend une énorme quantité d'informations sur et pour les femmes d'Afrique du Sud. Ce site Web fournit aux femmes des informations sur la législation relative à l'égalité entre les genres et propose des lignes directrices indiquant ce qu'il est possible de faire, par exemple, en cas de viol. Women's Net offre une formation aux femmes travaillant dans des ONG, pour qu'elles puissent reprendre les informations obtenues à partir du site Web, en utilisant des supports tels que les affiches pour pouvoir toucher des femmes n'ayant pas un accès direct à Internet. L'effort commun de FEMNET et APC, visant à former des femmes en matière de conception et de lancement de sites Web dont le but est d'assurer un suivi de l'application des résolutions de la conférence de Beijing sur les femmes, dans 9 pays africains, est un autre exemple cité parmi les initiatives du continent.

Les membres de la liste ont été informés des possibilités d'application des TIC dans le but de disséminer les informations existantes et la nouvelle législation relative aux violations des droits des femmes. Un exemple significatif a été rapporté: celui de l'important plaidoyer en direct qui est destiné aux femmes vivant sous la loi musulmane et qui traite de la question de la violation des droits des femmes; l'objectif de cette campagne est la protection des droits de femmes particulières contre toute violation.

## **Les jeunes et l'ordinateur**

Les participants ont déclaré qu'il ne fait aucun doute que les étudiants doivent avoir accès aux ordinateurs, à la vidéo et à d'autres technologies dans leurs salles de cours car la qualification dans l'utilisation de ces technologies constitue une étape importante dans la construction de toute carrière.

Certains participants ont avancé l'idée selon laquelle l'accès aux TIC et leur utilisation peuvent être facilités par le fait de mettre des ordinateurs à la disposition des jeunes. Ils ont ajouté que si les jeunes disposent d'ordinateurs, leur attention ne sera pas détournée vers le crime et vers d'autres fléaux sociaux. Quelques autres participants ont cependant répondu que cela ne fonctionne pas toujours de manière positive, étant donné que bien des jeunes s'embarquent dans des activités indésirables sur Internet. Ils ont fait valoir le fait que la rapide réceptivité potentielle des jeunes aux innovations ferait d'eux une cible pour les applications de TIC, ce qui pourrait conduire à les utiliser comme un véhicule pour transmettre aux parents des connaissances relatives à l'utilisation des TIC. L'on a également recommandé l'installation de centres informatisés pour les jeunes, avec l'aide des communautés internationales de bailleurs de fonds, ce qui faciliterait la réalisation des industries des TIC sur le continent.

## **Actions politiques requises**

Un certain nombre de participants ont réitéré l'affirmation selon laquelle les politiques relatives aux TIC doivent être sensibles aux problèmes de genre. Selon ces participants, les politiques formulées dans quelque secteur que ce soit doivent être équilibrées, du point de vue des problèmes de genre, en ce sens que les intérêts et les besoins des femmes doivent y être reflétés. Il a été affirmé que les politiques relatives aux TIC doivent plaider en faveur de la promotion du rôle des femmes à titre d'entrepreneurs et en matière de propriété et de contrôle des entreprises de TIC; ces politiques doivent clairement montrer la manière dont les TIC sont utilisées en vue de la promotion des causes féminines.

Les participants membres de la liste ont exprimé leur frustration quant à l'impact bénéfique des nouvelles technologies – en particulier celui d'Internet - sur la population rurale qui ne dispose pas de l'accès aux services téléphoniques de base, du fait de l'absence de l'infrastructure requise. La libéralisation de l'industrie des télécommunications semble être un élément susceptible de faciliter la prolifération des services téléphoniques ainsi que l'expansion de la technologie.

## **Autres questions soulevées**

### **Gouvernance/démocratisation des TIC**

La question de l'habilitation des gens, comme une étape stratégique vers le développement et la mise en œuvre d'une société africaine de l'information, a été soulevée. Trois

points de vue ont été exprimés à ce propos, notamment l'augmentation de la participation des individus et des groupes dans les processus gouvernementaux de prise de décision, la démocratisation des processus qui déterminent la forme-même de la société de l'information et l'habilitation des gens de manière à ce que ceux-ci puissent présenter leurs propres plans quant à l'utilisation des TIC pour apporter des solutions à des problèmes de développement. Les participants ont exprimé une inquiétude quant la possibilité, pendant le FDA, de traiter comme il se doit la question de l'habilitation. En réponse à cela, le coordinateur du FDA a déclaré que la question de l'habilitation était une question fondamentale pour le FDA et qu'elle serait traitée de manière spécifique dans un certain nombre de sessions du FDA.

## **Drainage des cerveaux en Afrique**

Le commentaire avait été fait par l'ambassadeur tanzanien en Ethiopie lors de la réunion de tous les ambassadeurs résidents à Addis Abeba, tenue à l'appel de la CEA en vue de les informer sur le FDA. Il a déclaré que: "l'Afrique a déjà manqué l'accès à l'ère de l'information pendant les années 90 ; a-t-elle aussi perdu ses citoyens talentueux au profit du drainage des cerveaux?" Il a ajouté que cette diaspora pourrait constituer la semence du salut de l'Afrique et les compétences et les talents organisationnels qu'elle a accumulés peuvent être utilisés pour le développement africain".

Les participants ont fait bon accueil à ce commentaire et ont apprécié l'avancée des idées positives concernant la diaspora. Il a été observé que, à moins et en attendant que les politiques et les militaires établissent un environnement stable et sûr, les talents africains continueront à chercher fortune dans des endroits qui, faute d'être particulièrement amicaux, ont au moins le mérite de les tolérer et de respecter leur talent et leur éthique professionnelle.

## **URL**

Société Internet

[http://www.isoc.org/inet99/proceedings/3i/3i\\_1.htm](http://www.isoc.org/inet99/proceedings/3i/3i_1.htm)  
[http://www.isoc.org/inet99/proceedings/3i/3i\\_2.htm](http://www.isoc.org/inet99/proceedings/3i/3i_2.htm)  
[http://www.isoc.org/inet99/proceedings/3i/3i\\_3.htm](http://www.isoc.org/inet99/proceedings/3i/3i_3.htm)  
<http://www.isoc.org/inet99/proceedings/3f/index.htm>

## **Rôle du secteur privé pour faciliter l'utilisation des TIC**

### **Résumé, 6-10 octobre 1999**

Le modérateur a demandé aux participants d'exprimer leurs points de vue sur le rôle du secteur privé (aussi bien les multinationales que le secteur privé africain) dans l'accélération de l'utilisation des TIC en Afrique. Les participants ont été informés du fait que le Professeur Derrick Cogburn, de l'Université du Michigan, et membre de la Commission mondiale de l'infrastructure de l'information (*Global Information Infrastructure Commission*) organise un groupe de travail sur le secteur privé en vue de soumettre ses travaux au FDA 99. Les participants ont favorablement accueilli la perspective de voir la question du secteur privé traitée lors du FDA 99.

## **Utilisation des TIC par les femmes**



Plus d'informations ont été données sur la manière dont les femmes utilisent les TIC en Afrique, particulièrement concernant le site Web entretenu pour collecter des informations sur les divers programmes qui sont mis en œuvre en rapport avec les résolutions de la Conférence mondiale sur les femmes tenue à Beijing (1995) et pour l'évaluation de ces programmes. Il a été rapporté que des femmes appartenant à des organisations féminines en provenance de l'ensemble de l'Afrique ont constitué le site Web. Un compte-rendu a été donné sur le programme Family Life Education dans les écoles d'Ouganda.

## **Demandes d'informations relatives aux listes électroniques de discussion**

Plusieurs demandes ont été faites concernant les efforts/projets de télé-enseignement en Afrique, l'utilisation des TIC dans les organisations de femmes et l'existence de listes électroniques de discussion. Bellanet a répondu qu'elle entretient plusieurs listes. Des informations complémentaires ont été données sur les listes exclusivement destinées aux femmes dans les pays africains francophones.

## **Conclusion de la discussion**

Le modérateur de la liste de cette discussion a présenté des remarques de conclusion. Les discussions ont examiné en profondeur les questions ayant trait aux quatre grands thèmes, notamment l'Infrastructure africaine de l'information et les politiques nécessaires à sa promotion, la démocratisation de l'accès à la société de l'information et l'utilisation des TIC pour une meilleure gouvernance. Les participants ont été informés du fait que tous les résumés seront compilés en anglais et en français et que les participants à la conférence du FDA recevront ces compilations dans leurs dossiers de documentation de la conférence.

Les membres de la liste désirant continuer la discussion des questions ayant trait aux thèmes sus-mentionnés ont été encouragés à souscrire à la liste de discussion Global Knowledge for Development sur Internet dont l'adresse est la suivante: [majordomo@mail.edc.org](mailto:majordomo@mail.edc.org), avec le message **SUBSCRIBE GKD**. Cette liste est entretenue par le Partenariat pour le savoir mondial (*Global Knowledge Partnership*), dont la Commission économique pour l'Afrique fait partie. Les membres de la liste ont été informés du fait que les résumés ainsi que les archives de l'ensemble des messages sont et continueront d'être disponibles sur le site Web CEA-FDA. Les sincères remerciements ont été adressés à Bellanet International et à son personnel pour leur dévouement et leur patience.

## **URL**

### **Evaluation sur site Web des activités associées à Beijing + 5**

<http://www.flamme.org>

### **Les efforts des femmes en Ouganda par le biais des TIC**

[http://www.nic.ug/acfode/html/acfode\\_house.html](http://www.nic.ug/acfode/html/acfode_house.html)

Listes électroniques de discussion

<http://www.ugandanet.de>

<http://www.un.org/depts/eca/adf>

<http://www.agriicta.org/afagriict-l.index.htm>

Listes pour les femmes africaines francophones

Femmes-afrique@enda.sn

Femmes-afrique-info@goups.com

<http://www.enda.sn/synfev/fainifo.htm>

<http://www.famafrique.org>

<http://www.famafrique.org/toile/toileindex.html>

**Femmes rurales africaines**

<http://www.nic.ug/IRDI/html/news.html>

[http://www.nic.ug/IDRI/html/gender\\_issues.html](http://www.nic.ug/IDRI/html/gender_issues.html)

**Répertoire des conférences électroniques académiques et professionnelles**

<http://www.n2h2.com/KOVACS>

**Index des listes de discussion par e-mail sur tous sujets**

<http://www.sul.stanford.edu/depts/ssrg/africa/email.html>